

La Corne de l'Afrique est confrontée à des défis plus complexes et interconnectés que lors des crises précédentes. Des approches plus solides, plus inclusives et mieux coordonnées sont nécessaires.

Samira Gaid, analyste senior de Balqis Insights, *Think and Do Tank* basé à Mogadiscio.

AGGRAVATION DES CRISES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE : MANQUE DE LEADERSHIP ?

Tout au long de l'histoire, la Corne de l'Afrique a été l'une des régions les plus instables et les plus conflictuelles du monde, caractérisée par des conflits inter et intraétatiques de longue date, des différends communautaires transfrontaliers, l'extrémisme violent, une mauvaise gouvernance et une mauvaise prestation de services publics. Les graves effets du changement climatique ont touché l'Afrique subsaharienne de manière disproportionnée et ont aggravé la situation. Au cours des trois dernières années, la Corne de l'Afrique et la région dans son ensemble ont connu des turbulences plus nuancées, plus complexes et plus différentes que par le passé. La Corne de l'Afrique traverse l'une de ses périodes les plus dangereuses, avec des conflits armés interétatiques et une fragmentation politique accrue.

Le Soudan est actuellement plongé dans une guerre civile dévastatrice, qui déstabilise encore davantage une région déjà fragile. En Éthiopie, les conséquences de la guerre du Tigré, qui a duré deux ans, ont plongé le pays dans l'instabilité, la fragmentation politique et les crises humanitaires. Les tensions entre l'Éthiopie et la Somalie au sujet du protocole d'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland ajoutent à la complexité de la situation et menacent la sécurité régionale. En outre, les tensions historiques entre l'Éthiopie et l'Érythrée ont refait surface et persistent, entravant la coopération régionale et les efforts de stabilité. Au milieu de ces conflits, Djibouti apparaît comme un relatif bastion de paix, offrant un point d'ancrage crucial pour la stabilité dans la turbulente Corne de l'Afrique. Toutefois,

par rapport aux crises précédentes, les dirigeants et les organisations régionales ont généralement fait preuve d'un manque flagrant de leadership. En conséquence, la région est désormais exposée à des ingérences extérieures, à de nouveaux troubles et à des crises qui entravent le progrès.

Les experts et les acteurs régionaux n'hésitent pas à attribuer la vague actuelle de conflits, de tensions et d'instabilité dans la Corne de l'Afrique à des forces extérieures, principalement à l'inaction des puissances occidentales, aux guerres par procuration des États du Golfe et à l'influence croissante de la Chine et de la Russie. Toutefois, les dirigeants de la Corne de l'Afrique portent une grande part de responsabilité dans la situation actuelle. Malgré les pressions extérieures, les dirigeants de la région ont collectivement fait preuve d'un manque de leadership efficace, ne s'attaquant pas aux différends internes et aux problèmes de gouvernance, et n'offrant pas d'espace de médiation à des voisins belliqueux. Ce manque de leadership est évident dans la guerre civile prolongée du Soudan, les crises non résolues de l'Éthiopie et les tensions persistantes entre les États voisins. S'il est facile d'attribuer les problèmes de la région à l'ingérence extérieure, l'incapacité des dirigeants locaux à assurer une gouvernance stable et cohérente ne fait qu'exacerber la situation. En outre, leur rôle stratégique dans la promotion de la médiation et la facilitation des initiatives de paix régionales a été ignoré. En conséquence, la Corne de l'Afrique reste vulnérable aux conflits récurrents et aux périodes d'instabilité.

LES INTERVENTIONS RÉGIONALES COMPROMISES PAR L'INSTABILITÉ PROLONGÉE EN ÉTHIOPIE

L'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique et l'un des pays hégémoniques de la région, souffre d'une grande instabilité, accentuée par les effets persistants de la guerre du Tigré, qui a duré deux ans, par des troubles civils permanents et par des relations tendues avec ses voisins. Cette instabilité persiste malgré le lancement récent d'un dialogue national le 1^{er} juin 2024 dans la capitale, Addis Abeba, visant à aborder les innombrables problèmes du pays. Au cours des trois dernières décennies, l'Éthiopie a joué un rôle de premier plan dans la médiation et la résolution des crises dans la Corne de l'Afrique. Cela explique peut-être pourquoi la région a eu du mal à proposer une action similaire pour résoudre le conflit en Éthiopie. Ce défi est aggravé par le peu d'attention accordée par la communauté internationale aux conflits dans la région, conséquence des tendances mondiales et des changements géopolitiques plus larges.

La guerre du Tigré, qui a débuté en novembre 2020, reste un facteur clé de la tempête politique actuelle en Éthiopie. Ce conflit a éclaté entre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF, selon son sigle en anglais) et les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF, selon son sigle en anglais), provoquant une dévastation généralisée et une grave crise humanitaire. L'accord de Pretoria, signé en novembre 2022, devait mettre fin aux hostilités et ramener la paix. Cependant, bien que l'accord ait conduit à une cessation des combats à grande échelle, la mise en œuvre de ses dispositions a été semée d'embûches, laissant de nombreuses questions cruciales en suspens.

Certains progrès ont été réalisés, notamment la mise en place d'une administration intérimaire inclusive dans le Tigré, la levée par le gouvernement fédéral de la qualification de terroriste du TPLF, le rétablissement de l'aide humanitaire et des services de base, et l'entrée des ENDF dans la capitale de la région du Tigré, Mekele. Toutefois, de nombreux aspects essentiels de l'accord n'ont pas encore été mis en œuvre. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des forces tigréennes ont progressé lentement, et les forces érythréennes restent campées dans certaines parties du nord du Tigré. En outre, le statut des territoires contestés revendiqués par les États du Tigré et de l'Amhara n'est toujours pas résolu et continue d'être une source de conflit armé.

L'accord de Pretoria a été négocié et signé par le gouvernement éthiopien et le TPLF, mais excluait d'autres parties armées telles que le gouvernement érythréen et les forces armées de la région d'Amhara. Ces parties exclues n'étaient pas satisfaites de l'accord, qui ne répondait pas à leurs objectifs. L'Érythrée cherchait à vaincre complètement le TPLF, tandis que les milices amharas aspiraient à consolider leur contrôle sur les territoires contestés dans l'ouest et le sud du Tigré. La promesse de l'accord de résoudre ces différends territoriaux par le biais d'un référendum a alimenté de nouveaux conflits en 2023-2024.

L'accord de Pretoria a été facilité, de manière cruciale, par l'envoyé spécial de l'Union africaine (UA), Olusegun Obasanjo, à la suite de l'intensification de la pression internationale et de la situation humanitaire dé-

Les tensions entre l'Éthiopie et la Somalie, ainsi qu'avec l'Érythrée entravent la coopération et les efforts de stabilité et menacent la sécurité régionale

sastreuse. Les négociations officielles ont eu lieu à Pretoria, en Afrique du Sud, sous les auspices de l'UA et avec le soutien du président sud-africain Cyril Ramaphosa et d'autres dirigeants africains qui ont contribué à créer un environnement propice à la réussite des pourparlers.

Depuis l'accord de Pretoria, l'Éthiopie est en proie à une série complexe de conflits armés et de violences politiques impliquant les forces de sécurité nationales et régionales, les milices communautaires, les mouvements de libération armés et les troupes érythréennes. Parmi les conflits les plus importants, on peut citer les combats intenses dans l'État d'Amhara, où la milice Fano a affronté les Forces de défense nationale éthiopiennes, et les affrontements constants entre les principales milices d'Amhara, d'Oromo et du Tigré au sujet de zones contestées. L'Armée de libération oromo (OLA, selon son sigle en anglais) s'est également opposée aux ENDF, en particulier dans l'ouest de l'Oromia. Les violences intercommunautaires liées aux revendications territoriales ont entraîné de nombreux déplacements de population et des attaques contre les civils, ce qui a contribué à déstabiliser encore plus le pays.

Les relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée se sont considérablement détériorées depuis l'accord de Pretoria. L'Érythrée, qui n'est pas partie à l'accord, continue de soutenir la milice amhara, Fano, dans ses conflits contre le TPLF. Cette ingérence extérieure a exacerbé les tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a mis en garde contre toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Éthiopie. La présence continue de quelque 40 000 soldats érythréens dans certaines parties du Tigré a encore tendu les relations, contribuant à accroître l'instabilité régionale.

LES TENSIONS HISTORIQUES ENTRE L'ÉTHIOPIE ET LA SOMALIE RAVIVÉES

Les problèmes de voisinage de l'Éthiopie se poursuivent avec la Somalie, suite à la signature, le 1^{er} janvier, d'un protocole d'accord avec la région sécessionniste somalienne du Somaliland. Historiquement, l'Éthiopie a cherché à accéder à la mer pour renforcer son influence géopolitique et réduire sa dépendance à l'égard des ports de Djibouti. Cette quête reflète les ambitions de l'Éthiopie en tant que puissance régionale montante, ses aspirations militaires stratégiques et ses manœuvres politiques internes visant à obtenir un soutien nationaliste. Au cours de l'année écoulée, le premier ministre Abiy Ahmed a intensifié sa rhétorique sur cette question, ce qui a alarmé les pays voisins.

En janvier 2024, l'Éthiopie et l'État régional du Somaliland ont signé un protocole d'accord accordant à l'Éthiopie un bail de 50 ans sur une portion de 20 kilomètres du littoral du Somaliland pour le développement d'un port maritime, en échange de la reconnaissance du Somaliland par l'Éthiopie. Cette décision a été accueillie avec indignation par le gouvernement fédéral somalien, qui a considéré qu'il s'agissait d'un accaparement illégal de terres et d'une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Somalie. La communauté internationale a largement soutenu la position de la Somalie, laissant l'Éthiopie isolée sur le plan diplomatique. Bien que les responsables éthiopiens aient publié de vagues déclarations revenant partiellement sur leur reconnaissance, ils maintiennent une coopération diplomatique et de défense avec le Somaliland.

Tout cela a considérablement tendu les relations entre l'Éthiopie et la Somalie. Le gouvernement somalien a exigé que l'Éthiopie ferme son consulat à Hargeisa et a tenté d'empêcher Ethiopian Airlines d'utiliser l'espace aérien somalien. Les dirigeants éthiopiens et somaliens n'ont pas eu de discussions directes depuis janvier et les relations restent glaciales. Ces tensions ont détourné l'attention de la Somalie de sa lutte contre les Chabab, compliquant ainsi la lutte régionale contre le terrorisme.

Et, plus grave encore, suite à des retards dans les efforts de médiation, les relations tendues ont également affecté la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS, selon son sigle en anglais). Alors que la Somalie reste dépendante des soldats de la paix éthiopiens déployés dans le sud du pays, Mogadiscio a exigé que l'Éthiopie soit exclue de la mission de l'UA qui sera déployée en Somalie après décembre 2024. Cela pourrait nuire à la stabilité régionale et aux opérations de lutte contre le terrorisme, car l'Éthiopie joue un rôle crucial dans la mission ATMIS et a des troupes déployées dans le sud de la Somalie. Le gel des relations avec la Somalie pose des défis importants à la stabilité régionale et à l'efficacité des opérations de lutte contre le terrorisme dans la région.

UN AN DE GUERRE CIVILE AU SOUDAN ET L'ÉCHEC DES TENTATIVES DE MÉDIATION

Dans la Corne de l'Afrique, l'instabilité générale de la région a exacerbé la guerre civile au Soudan, qui entre dans sa première année, et a plongé le pays dans une grave crise humanitaire et politique.

Le conflit a débuté en avril 2023, déclenché par une lutte de pouvoir entre les Forces armées soudanaises (SAF, selon son sigle en anglais), dirigées par le général Abdel Fattah al Burhan, et les Forces de soutien rapide (RSF, selon son sigle en anglais), commandées par le général Mohamed Hamdan Daglo, alias Hemedti. La lutte pour le contrôle de l'avenir du Soudan a entraîné une violence généralisée, des déplacements de population et l'effondrement de l'ordre public.

Ce conflit trouve son origine dans le paysage politique complexe du Soudan après le renversement d'Omar al Bashir en 2019. Le gouvernement de transition, qui comprenait à la fois des éléments militaires et

civils, n'a pas réussi à résoudre les tensions et les rivalités entre factions profondément enracinées. Le fragile gouvernement de coalition s'est effondré et les hostilités ont éclaté, conduisant à une guerre totale entre les SAF et les RSF.

De nombreux efforts de médiation ont été déployés pour résoudre le conflit, mais ils ont largement échoué. L'UA, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD, selon son sigle en anglais) et divers acteurs internationaux, dont les Nations unies et des puissances régionales telles que l'Égypte et l'Éthiopie, ont tenté de négocier la paix, mais les positions figées et la méfiance mutuelle entre les factions belligérantes ont entravé les progrès.

L'une des tentatives de médiation les plus importantes a été menée par l'UA, qui a proposé un cessez-le-feu et une feuille de route pour le dialogue politique. Toutefois, cette initiative a été compromise par la poursuite des combats et les accusations de violations du cessez-le-feu par les deux parties. En outre, les tentatives de l'IGAD d'organiser des pourparlers de paix à Nairobi ont également échoué, aucune des deux parties n'étant disposée à faire des compromis.

La communauté internationale a également imposé des sanctions et demandé un embargo sur les armes pour inciter les belligérants à négocier. Toutefois, ces mesures n'ont eu qu'un impact limité, car les SAF et les RSF continuent de recevoir le soutien d'alliés extérieurs ayant des intérêts au Soudan. La complexité des alliances soudanaises et l'implication des puissances régionales ont compliqué encore davantage les efforts de médiation.

Alors que le conflit se poursuit, le bilan humanitaire est catastrophique. Des millions de Soudanais ont été déplacés et les pénuries généralisées de nourriture, d'eau et de fournitures médicales ont exacerbé la crise. La communauté internationale continue d'appeler à une solution, mais en l'absence d'une médiation efficace et d'un véritable engagement des parties, les perspectives de paix restent sombres.

DES INTERVENTIONS RÉGIONALES RÉUSSIES DANS LE PASSÉ

Au cours des dernières décennies, la Corne de l'Afrique a connu des succès significatifs grâce à des interventions régionales visant à promouvoir la paix et la stabilité. Ces efforts, menés par des organisations régionales et des pays voisins, ont mis en évidence le potentiel des solutions régionales à des conflits complexes. L'accord de paix conclu entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2018 est l'une des réussites récentes les plus notables. Après deux décennies d'hostilité et une guerre frontalière brutale entre 1998 et 2000, le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a engagé une action diplomatique audacieuse qui a abouti à un accord de paix historique. Cet accord a conduit à la réouverture des frontières, à la reprise des échanges commerciaux et au rétablissement des relations diplomatiques, ce qui a considérablement amélioré la stabilité régionale.

En Somalie, l'IGAD a largement contribué à faciliter la tenue de la Conférence nationale de réconciliation somalienne à Nairobi en 2004. Cette conférence a réu-

ni diverses factions somaliennes, qui ont formé le Gouvernement fédéral de transition (GFT). L'engagement soutenu de l'IGAD, y compris les efforts de maintien de la paix par l'intermédiaire de la Mission de l'Union africaine en Somalie, généralement appelée AMISOM (selon son sigle en anglais), a joué un rôle crucial dans la stabilisation de la Somalie et dans son cheminement vers la paix.

Le processus de paix de Djibouti, lancé en 2008, a également joué un rôle clé dans la réduction de la violence en Somalie. Facilité par les Nations unies et soutenu par l'IGAD, ce processus visait à réconcilier le GFT et l'Alliance pour la re-libération de la Somalie (ARS). L'accord de Djibouti a débouché sur un accord de partage du pouvoir et sur l'intégration des membres de l'ARS dans le GFT, ce qui a renforcé la légitimité et la capacité de gouvernance du gouvernement.

L'Accord global de paix (CPA, selon son sigle en anglais) de 2005, qui a mis fin à la deuxième guerre civile au Soudan, est un autre succès régional important. Grâce à la médiation de l'IGAD et au soutien des partenaires internationaux, l'APG a mis fin à plus de deux décennies de conflit entre le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS). Cet accord a débouché sur un partage du pouvoir et a ouvert la voie à l'indépendance du Soudan du Sud en 2011.

Le succès de ces interventions souligne le rôle essentiel des organisations régionales telles que l'IGAD et l'UA dans la résolution des conflits. Ces organisations ont utilisé leur expertise régionale et leurs réseaux diplomatiques pour négocier des accords de paix, déployer des forces de maintien de la paix et soutenir la reconstruction après les conflits. Leur capacité à rapprocher les parties et à faciliter le dialogue a été décisive pour la résolution de certains des conflits les plus difficiles de la région.

Malgré les succès passés, la région a eu du mal à gérer efficacement les crises actuelles, notamment le conflit en cours en Éthiopie et la guerre civile au Soudan. L'UA et l'IGAD ont été confrontées à des défis importants dans la médiation de ces conflits, souvent entravés par des dynamiques politiques complexes et une méfiance profondément ancrée entre les parties impliquées.

En Éthiopie, le processus de paix consécutif à l'accord de Pretoria a été entaché par la lenteur de sa mise en œuvre et par l'exclusion des principales parties prenantes, telles que l'Érythrée et les forces régionales amharas, des négociations. Cette exclusion a entraîné la poursuite de la violence et de l'instabilité, compromettant les perspectives d'une paix durable.

De même, malgré les nombreuses tentatives de médiation des acteurs régionaux et internationaux, le conflit persiste au Soudan. Les positions figées et la méfiance mutuelle entre les principaux belligérants ont sapé les efforts de médiation de l'UA et de l'IGAD. L'absence de coordination efficace et de pression diplomatique soutenue a conduit à une crise humanitaire prolongée sans solution claire.

Ces échecs mettent en évidence les limites et les défis des organisations régionales face à la nature complexe et changeante des conflits dans la Corne de

La Corne de l'Afrique traverse l'une de ses périodes les plus périlleuses, caractérisée par de nombreuses crises politiques et des conflits qui témoignent d'un important déficit de leadership

l'Afrique. Si les interventions passées offrent un modèle de réussite, la situation actuelle souligne la nécessité d'adopter des approches plus solides et plus inclusives en matière de médiation et de résolution des conflits.

CONCLUSION

La Corne de l'Afrique traverse l'une de ses périodes les plus périlleuses, caractérisée par de nombreuses crises politiques et des conflits qui témoignent d'un important déficit de leadership. La région, historiquement marquée par l'instabilité, est aujourd'hui confrontée à des défis plus complexes et interconnectés que lors des crises précédentes. Au Soudan, la guerre civile en cours a aggravé une situation déjà fragile, tandis que l'Éthiopie est confrontée aux répercussions de la guerre du Tigré, à des conflits internes persistants et à des relations tendues avec ses voisins, notamment la Somalie et l'Érythrée.

Malgré leurs efforts de médiation et de résolution de ces conflits, les organisations régionales telles que l'UA et l'IGAD ont eu du mal à reproduire leurs succès passés. L'incapacité à résoudre efficacement les crises actuelles en Éthiopie et au Soudan met en évidence les limites de ces organisations dans la gestion de la dynamique changeante des conflits dans la région. La lenteur de la mise en œuvre de l'accord de Pretoria en Éthiopie et les positions figées au Soudan ont entravé les efforts de paix, soulignant la nécessité d'approches plus solides, inclusives et coordonnées pour la résolution des conflits.

Les succès des interventions précédentes démontrent le potentiel des solutions régionales. Ces interventions ont été décisives pour la stabilisation de certaines parties de la Corne de l'Afrique, offrant ainsi un modèle pour les futurs efforts de consolidation de la paix. Toutefois, les crises actuelles révèlent que les stratégies passées ne suffisent peut-être pas à relever les défis plus complexes et interconnectés de la région.

Alors que la Corne de l'Afrique continue de naviguer dans ces eaux troubles, le rôle des dirigeants et des organisations régionales reste crucial. Un leadership efficace et des efforts diplomatiques soutenus et inclusifs seront essentiels pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et favoriser la paix et le développement à long terme dans la région. Le soutien et l'engagement de la communauté internationale seront également essentiels pour compléter les efforts régionaux et faire en sorte que la Corne de l'Afrique puisse évoluer vers un avenir plus stable et plus prospère./